

Risques et facteurs de résilience du Sénégal face à la Covid-19

Le point de vue de la société civile

Développement rural, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle



Première conséquence de la crise Covid-19, une difficulté à commercialiser pour les producteurs de la contre-saison froide et chaude

De nombreuses filières ont été impactées par la fermeture des marchés hebdomadaires, la fermeture des frontières, les restrictions de circulation des personnes (en particulier les intermédiaires bana et tefanke) qui ont réduit les possibilités de transport et de commercialisation. **L'absence ou l'insuffisance de centre de stockage a accentué les difficultés en ne permettant pas la conservation des produits périssables.** Pour les éleveurs, bien que les restrictions de déplacement ne concernent pas les troupeaux, on a observé dans certaines localités des fortes concentrations d'animaux, alors qu'à début juin l'état des pâturages est marqué par une absence de fourrage dans la majeure partie de la zone sylvo-pastorale. **Les ressources en pâturage étaient évaluées à fin mai comme moyennes à insuffisantes dans la quasi-totalité des régions du pays.**

Les producteurs ont également dû faire face à une baisse de la demande sur certains produits d'élevage (en lien avec la fermeture des restaurants/dibiteries et l'annulation de nombreux événements), **et sur divers produits frais et périssables**, les consommateurs ayant préféré se tourner, en début de crise et à titre préventif, vers des produits secs plus faciles à stocker et conserver.

Ces difficultés se sont traduites à la fois par une **baisse des volumes commercialisés et des prix de vente qui a pu conduire certains producteurs à renoncer complètement à la commercialisation** de leur production avec des produits qui ont pourri au champ (cas des mangues de

Casamance par exemple). Les filières suivantes ont toutes été impactées par la crise sanitaire : oignons, bananes douces, mangues, agrumes, pommes de terre, patates douces, légumes frais, avicoles, ovins, bovins, produits forestiers non ligneux (maad notamment), etc.

Ces difficultés ont particulièrement touché les producteurs les moins bien structurés et très dépendants des marchés hebdomadaires ou de certains intermédiaires pour la commercialisation de leurs produits. **A ce titre, les femmes, plus dépendantes des marchés ou d'intermédiaires informels pour l'écoulement de leurs produits ont été les premières impactées.**

La crise Covid-19 n'a souvent qu'accentué des problématiques existantes, liées à un **manque de structuration des filières.** C'est particulièrement le cas de l'oignon et dans une moindre mesure de la pomme de terre, dont les productions ont fortement augmenté ces dernières années sans que **les infrastructures de stockage et de conservation** n'aient suivi le même rythme.

Certaines filières, peut-être davantage structurées, semblent avoir mieux résisté à la crise en adaptant leurs modes de commercialisation. C'est le cas de l'anacarde dont les ventes, initialement handicapées par la fermeture des marchés hebdomadaires, se sont rapidement réorganisées bord champ et ont repris un rythme normal au cœur de la campagne.

Enfin, il ne faut pas occulter que les tensions entre l'offre et la demande sur certains produits ont aussi pu bénéficier à un petit nombre de producteurs ayant pu profiter d'une commercialisation locale ou ayant réussi à faire transporter leurs produits vers les clients, qu'il s'agisse des producteurs de mil ou bien des producteurs de mangues ou de maad dont les prix se sont envolés sur certains marchés régionaux(1).

Des impacts à court terme sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux

Les contraintes sur le transport et la commercialisation des produits agricoles ont eu un double impact : **la baisse des prix de vente de nombreux produits pour les paysans et la hausse des prix à la consommation**, en particulier dans les zones rurales isolées(2). On constate une spéculation par les commerçants et/ou les transporteurs sur les prix des denrées alimentaires dans certains cas, ainsi que l'indisponibilité de produits, notamment importés (farine de blé par exemple). Ce double impact touche les ménages ruraux déjà vulnérables et particulièrement les femmes et familles de pasteurs souvent sans ressources à cette période de l'année.

Alors que nous nous approchons de la période de soudure, plusieurs facteurs font ainsi craindre un fort impact sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux en raison de :

- Difficultés à commercialiser les productions agricoles conduisent à des pertes de revenu
- Pertes d'emplois des jeunes qui réduisent les transferts d'argent aux communautés rurales
- Réduction des transferts d'argent de la diaspora et des ménages urbains
- Fortes pressions sur les réserves paysannes
- Augmentation de la demande pour les stocks alimentaires entraînant une augmentation des prix des denrées de première nécessité.

La situation reste très incertaine et instable, notamment sur l'évolution récente des prix de détail des céréales(3). **Ces incertitudes sur les prix pèsent plus encore sur les plus pauvres qui sont dans l'incapacité de faire des stocks quand des denrées à prix raisonnables sont disponibles.**



Eleveur et son troupeau dans le Jeeri

(1) Cela a notamment été le cas à Kaolack où les mangues et maad s'échangeaient respectivement fin mai à 500-700 F/kg et 700-800 FCFA / kg (contre 200-250 F/kg et 300 F/kg en temps normal).

(2) À Kédougou, par exemple, le prix d'un kilogramme de poisson est passé de 2000 Fcfa à 3500 Fcfa et celui d'un kilogramme de pomme de terre de 500 Fcfa à 600 Fcfa

(3) Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (Synthèse mensuelle de la situation des marchés agropastoraux : mai 2020) rapportait ainsi une forte augmentation des prix du mil, du sorgho et du riz (local ou importé) quand l'Autorité de Régulation des Marchés (Bulletin Hebdomadaire - Semaine n° 23 du 03/06 au 09/06/2020) mettait en avant la grande stabilité des marchés, voire leur diminution (cas du mil à Dakar ou du Sorgho à Kolda et Louga).

Des risques pour la campagne agricole à venir

Plus que la maladie elle-même, les mesures prises pour juguler la pandémie de la Covid-19 exacerbent les fragilités des systèmes agricoles sénégalais.

Ainsi, les restrictions de déplacements entre les régions ont pu diminuer la disponibilité de la main d'œuvre pour les travaux d'installation des cultures. Les écoliers en arrêt de cours ont souvent été mobilisés pour faire ce travail. En effet, pour plusieurs spéculations notamment les cultures pluviales du Bassin arachidier ou de Casamance, la préparation et le semis des champs sont réalisés par des jeunes travaillant saisonnièrement dans les grandes villes. Les difficultés de déplacements et la suspension du travail de certains services d'appui conseil et de formation seront une contrainte supplémentaire

pour la pleine mise en place de la campagne. De plus, la vulnérabilité accrue a parfois conduit à l'utilisation des semences pour l'autoconsommation causant ainsi une baisse de la disponibilité des semences pour la campagne d'hivernage.

Sur le plan financier, la baisse des revenus des ménages ruraux liée aux méventes durant la crise ou à la baisse des transferts d'argent de l'extérieur pourraient également affecter la capacité d'investir dans des intrants et de la main d'œuvre pour la campagne à venir. Ceci pourrait en plus, fragiliser leur accès au crédit. Par ailleurs, il est à craindre des difficultés plus importantes que d'habitude dans la disponibilité et l'approvisionnement en intrants.

FOCUS : l'impact contrasté sur les ressources forestières

Localement, les mesures prises par le gouvernement semblent avoir eu des répercussions très variables quant à la pression exercée sur les ressources naturelles.

D'un côté, la diminution des contrôles exercés par les agents des Eaux et Forêts, combinée à la recherche d'alternatives économiques de la part de certains acteurs ruraux, a certainement conduit à l'accroissement de l'exploitation de certaines espèces. Des cas de coupes importantes de bois d'œuvre (Caïlcedrat, Dimb) ont ainsi été rapportés dans certaines localités de la Casamance (Kabaline ou Sedhiou notamment). Pour le bois énergie, c'est le prosopis juliflora qui a subi une pression importante de la part des charbonniers de la Petite Côte où un nombre inhabituel de meules a pu être observé, certainement en écho aux difficultés de la Casamance à assurer son rôle de pourvoyeur principal en charbon de bois.

Dans les zones pastorales où les cheptels n'ont pas pu transhumer, des arbres ont aussi été abattus ou écorcés pour pouvoir nourrir le cheptel (baobab dans la vallée du fleuve Sénégal par exemple) et les éleveurs se sont largement tournés vers la fauche de la paille de brousse.

Pour autant, cette situation n'est pas généralisable à l'ensemble des zones forestières du pays car les restrictions de circulation des personnes ont eu localement pour conséquences de soulager la pression sur certaines ressources forestières. A Ziguinchor, la forte hausse du prix du sac de charbon de bois (passé de 2500 à 4000 FCFA en quelques semaines) traduit la baisse d'activité des charbonniers formels qui n'a pas été compensée par les approvisionnements clandestins.

A l'image de nombreuses autres régions du monde, la moindre présence humaine dans les espaces ruraux et urbains a aussi incité certaines espèces à étendre leurs territoires, ce qui a pu nettement s'observer avec certaines populations de singes verts en Casamance (Koubanao notamment).

En outre, des conflits avec les éleveurs et les agriculteurs sont à craindre dans certaines zones d'accueil des transhumants du fait que ces derniers veulent disposer de leurs champs jusque-là assiégés par le bétail, en ce début de campagne agricole.

A la mi-mai, des décisions ont été prises pour annuler la plupart des restrictions de déplacements et de rassemblement (marché) et les mesures d'accompagnement pour la fourniture des intrants et la distribution d'aliments ont commencé à se mettre en place. Cependant cette reprise des marchés s'accompagne de craintes de contagion des producteurs et consommateurs et pour certains marchés, l'accès reste interdit aux « extérieurs » par les populations(4).

(4) Ce phénomène a été noté à Thiès, Louga, Saint Louis, Podor, Linguère, Ranerou. Ailleurs, comme à Ziguinchor, il n'y a jamais eu d'arrêt des marchés.

La nécessité d'un changement de paradigme pour favoriser la résilience notamment dans le secteur de l'agriculture

Concrètement, des initiatives de réorganisations des chaînes logistiques et des circuits de commercialisations ont été confortées :

- Le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement a permis de soutenir certaines filières avec par exemple, de la vente directe ou la prise en charge du transport et de la distribution par les producteurs horticoles. Citons à titre d'exemple le Sine Saloum où des femmes vendeuses en détails ont su développer des partenariats commerciaux de vente directe avec des maraîchers de leur localité pour revendre sur des étals devant leur domicile aux consommateurs de leur quartier. Cette initiative a su également profiter au transporteur local pour l'acheminement des légumes des champs au village.

- Certains producteurs ou ménages se sont également lancés dans la transformation de leur stock d'arachide non conforme à titre de semences, en patte ou poudre pour la consommation, pour éviter toute perte par conservation.

- La volatilité des prix a bénéficié aux producteurs agricoles les mieux organisés et bénéficiant des informations adéquates.

Cette crise représente une opportunité pour réviser la façon d'évaluer le monde agricole. En effet, au-delà de la production, la santé du monde agricole et des systèmes alimentaires devrait se mesurer par d'une part la capacité des paysans et de leurs exploitations à stocker, conserver, transformer et négocier leurs productions, et d'autre part leur capacité à fournir des produits en quantité et en qualité suffisante aux populations.

Recommandations

A court terme :

- 1. Renforcer la distribution des kits alimentaires d'urgence** de façon rapide, transparente, de qualité et en concertation avec la société civile
- 2. Privilégier les denrées produites localement dans les campagnes de distribution alimentaire** (mil local, produits maraichers, produits avicoles, etc.).
- 3. Renforcer la distribution des intrants (semences et fertilisants) et des aliments pour bétail** de façon rapide, transparente, de qualité et en association avec les organisations des producteurs en cette période de soudure pastorale qui pourrait s'étendre jusqu'aux premières récoltes agricoles.
- 4. Intégrer les intrants bio et organiques dans les intrants distribués.**
- 5. Soutenir une campagne de vaccination du bétail, le renforcement des services vétérinaires** et des réseaux d'auxiliaires vétérinaires afin de limiter les risques de diffusion de maladies animales.
- 6. Permettre l'ouverture des marchés et la chaîne de commercialisation des produits agricoles et d'élevage dans des conditions sanitaires sécurisés** en appuyant la rédaction de guides et la diffusion de supports de communication sur les bonnes pratiques sanitaires
- 7. Renforcer la transparence sur les prix en assurant un système d'informations sur les prix des produits agricoles** aux différents maillons des filières et assurer l'accès à ces informations par les petits producteurs (radios rurales, SMS).
- 8. Consolider et assurer la pérennité d'un système de surveillance pastorale** pour la diffusion d'informations sur les ressources pastorales à destination des décideurs et des éleveurs.

A moyen terme, pour des territoires ruraux résilients et autosuffisants :

La crise et ses impacts mettent en lumière la nécessité d'une souveraineté alimentaire, les enjeux de commercialisation des produits locaux et d'organisation des chaînes de valeurs agricoles au Sénégal.

9. Renforcer l'organisation des filières agricoles, la commercialisation et la transformation locale des produits agricoles, d'élevage et forestiers non ligneux, au bénéfice des producteurs sénégalais :

- Soutenir la création, le renforcement institutionnel et les investissements de coopératives locales pour améliorer la mise en marché, le stockage, la commercialisation et la transformation des produits locaux.
- Développer les capacités de stockage des produits locaux, en particulier des systèmes de stockage locaux et durables (matériaux locaux, énergie solaire)
- Identifier et accompagner des jeunes entrepreneurs pour accroître la transformation et la commercialisation des produits locaux
- Faciliter l'accès des producteurs locaux aux marchés institutionnels, et à des plateformes de commerce, à la fois en les accompagnant dans l'accès à ces marchés et en ajoutant des critères qui favorisent la production locale dans les critères de sélection de ces marchés
- Renforcer les interprofessions afin de consolider les filières locales en assurant un meilleur dialogue entre les acteurs des filières et une meilleure gouvernance des chaînes de valeurs

10. Soutenir les filières de céréales locales qui ont fait la démonstration de leur résilience et encourager la diversification des cultures pour accroître l'autonomie alimentaire

11. Elaborer et soutenir une politique semencière sur la base d'une large concertation et visant à renforcer la production et l'autonomie des producteurs sénégalais.

12. Promouvoir la création et la mise en œuvre de plans alimentaires territoriaux. La souveraineté alimentaire est un enjeu territorial. Ces plans doivent être rédigés à l'échelon local, sur la base d'une large concertation avec tous les acteurs et les communautés au niveau local. Ils permettront aux communautés rurales de s'exprimer sur leurs besoins en alimentation et de définir des solutions tenant en compte le contexte et les priorités au territorial.

13. Soutenir l'agriculture urbaine permettant de produire au plus près des consommateurs.

14. Assurer une relance agricole sur des bases agroécologiques et promouvoir la transition agroécologique sur la base d'un dialogue entre la société civile et les pouvoirs publics, en suivant les recommandations de la DyTAES(5).



Face au caractère majeur et inédit de la crise Covid 19, 65 organisations de la société civile présentes au Sénégal, qu'elles soient internationales et nationales, ont souhaité partager leurs réflexions et questionnements sur les impacts socio-économiques de la crise Covid-19 au Sénégal. Durant deux mois, des ateliers virtuels ont été organisés et animés par la Pfongue et des organisations volontaires sur 4 thématiques :

- Développement rural, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Services essentiels et la gestion des territoires
- Développement économique, employabilité et secteur informel
- Services sociaux de base et protection sociale

Ces notes sont le produit de cette dynamique collective et issues de réflexions à chaud dans un contexte en constante évolution. La Pfongue et l'ensemble des organisations impliquées souhaitent maintenant les partager avec tous les acteurs du développement au Sénégal.

Animation et rédaction



Contributions



Coordination



UNION EUROPÉENNE

«La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de leurs auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.»